



Au sommaire de ce numéro

La crise financière (Micheline de Felice)	2
Crise financière (Hubert Nadin) ; Concurrence ??? (Michel Fenayon).....	4
Comment lutter sans déprimer ? (Yannis Youlountas).....	5
Le climat otage de la finance (Aurélien Bernier) ; Agenda ; Organisation.....	6

Lettre ouverte à Monsieur le Président de la République

IMPORTANT

Il est encore temps pour renouveler votre cotisation à ATTAC... et inciter vos amis à adhérer.

Adressez-nous vos réactions, vos commentaires, vos analyses, vos questions, vos réponses, vos coups de cœur, vos coups de gueule.
 Sur ATTAC, sur l'actualité, sur une émission, un film, un livre.
 De trois lignes à une page.

N'attendez pas !

Ce numéro vous a intéressé ? Pensez à ceux qui n'ont que la télé ou la radio pour s'informer.

Diffusez, par courriel ou sur papier...

En écoutant votre discours de Toulon, nous avons eu l'impression, Monsieur le Président, que vous lisiez un de nos tracts : « *L'idée de la toute puissance du marché qui ne devait être contrarié par aucune règle, par aucune intervention politique, était une idée folle. L'idée que les marchés ont toujours raison était une idée folle. Pendant plusieurs décennies on a créé les conditions dans lesquelles l'industrie se trouvait soumise à la logique de la rentabilité financière à court terme..... On a laissé les banques spéculer sur les marchés au lieu de faire leur métier...* »

Depuis plus de 10 ans maintenant, Attac, notre association, ne cesse de mettre en garde les citoyens sur les dangers de la financiarisation, de la marchandisation de toutes les activités humaines.

En vous écoutant, adhérents et bénévoles du 92, nous avons eu, nous devons l'avouer, Monsieur le Président, une certaine fierté : nous avons convaincu le plus célèbre des citoyens de notre département.

Nous avons eu le sentiment que les soirées que nous avions sacrifiées pour tenir des réunions publiques dans des arrière-salles de café, que les matinées passées sur les marchés à distribuer des tracts n'avaient pas été inutiles.

Bien sûr, nous ne sommes pas du tout d'accord avec les solutions que vous proposez pour faire face à cette crise financière catastrophique. Mais nous serons capables de militer longtemps encore pour faire valoir nos solutions que vous trouverez au bas de cette lettre. Pour plus de détails sur ces propositions vous pouvez consulter notre site internet :

<http://www.france.attac.org/>

Le fait de vous avoir convaincu sur l'analyse de la situation a décuplé notre courage et notre dynamisme pour continuer notre travail d'éducation populaire pour convaincre de la pertinence de nos solutions.

Bien plus, nous ne doutons pas qu'afin de nous aider dans notre tâche, vous aurez particulièrement à cœur de demander aux maires du 92 qui vous soutiennent de bien vouloir nous accorder gracieusement des salles municipales pour nos réunions publiques, nous permettre d'avoir un stand aux forums des associations des différentes villes, et de pouvoir participer aux réunions des Conseils de Quartiers.

Enfin, Monsieur le Président, comme notre mot d'ordre pour rechercher des adhérents est : « *Vous adhérez à nos idées, alors adhérez à Attac* », nous nous permettons de mettre au dos de cette lettre un bulletin d'adhésion à notre association.

Maintenant assurés de votre soutien, nous vous prions de recevoir, cher Camarade Président, nos salutations militantes.

Le Conseil d'Administration d'Attac 92

Les solutions proposées par Attac

1. Appliquer le principe du spéculateur-payeur. Ceux qui se sont enrichis doivent payer le plan de sauvegarde et la relance de l'économie. Ce n'est pas aux travailleurs qui subissent déjà la hausse du chômage et de la précarité de les supporter. Pour cela, doit être mis en place un prélèvement sur les revenus du capital.

2. Ne pas socialiser uniquement les pertes. Pourquoi les pouvoirs publics ne devraient-ils racheter que les actifs pourris des banques ? Les mêmes montants pourraient servir à constituer un pôle bancaire public solide, afin de réorienter l'épargne vers les investissements socialement et écologiquement utiles. Le contrôle de la BCE et la nationalisation des principales banques sont, on le sait désormais, possibles.

3. Organiser un nouveau système financier international : en limitant fortement les flux de capitaux par une taxe sur les transactions, en réduisant le pouvoir des actionnaires par un impôt sur les revenus du capital, en interdisant les paradis fiscaux, les stocks options, les fonds spéculatifs et les marchés à terme sauf, si on les contrôle, pour les marchandises réelles.

4. Cesser immédiatement toutes les contre-réformes qui détruisent le social et de procéder à la mise sous contrôle public des secteurs clés de l'énergie, des transports, des communications, de la distribution de l'eau, de l'éducation et de la recherche.

5. Instaurer un nouveau partage des richesses, sans lequel il ne sera pas possible de réguler autre chose que la préparation de la prochaine crise. Pour cela il faut fixer un revenu maximum, et garantir des droits sociaux élevés par une répartition juste des gains de productivité.

6. Enfin, l'Union européenne doit agir dans ce sens et proposer que se tienne une conférence internationale sous l'égide de l'ONU et non pas du G8.

« **La finance a prospéré sur le déséquilibre institué entre le capital et le travail. C'est ce rapport qu'il faut inverser** », lit-on dans *Politis* en préface aux dispositifs que proposent à cet effet cinq économistes, dans ce même numéro (n° 1020). Sur le chemin qui va de la proposition au débat et à l'adhésion d'une masse critique de citoyens se dressent de nombreux obstacles. Parmi eux il me semble que la prégnance de **l'idéologie dominante** figure en bonne place. C'est ce que je tente de dire dans cet exposé encore bien schématique.

Les rencontres au plus haut niveau censées « tirer les enseignements de la crise financière » (une énième fois, comme a dit *l'Homme Nu* du dessinateur Serghei) révèlent de sérieuses divergences entre les dispositifs qu'envisagent et mettent en oeuvre les Etats participants. Mais le plus grave est ailleurs : dans ces palabres il n'est question que de mesures d'urgence. Sur les leçons, sur ce qu'il faudrait tenter pour prévenir enfin bulles, crises et krachs - nos gouvernants restent courts.

On comprend mieux pourquoi quand on n'examine pas seulement la planète finance mais aussi les anneaux qui la ceinturent. Autour des seigneurs, les preneurs de décision (vendre, acheter, emprunter), gravite l'anneau des idéologues attirés ou autoproclamés, tous ceux qui élaborent les valeurs, les notions-clés et les schémas explicatifs du système économique et financier et leur confèrent ainsi une assise théorique et une apparence de légitimité. Sur les anneaux suivants niche la masse des vulgarisateurs et diffuseurs de tous calibres. A côté d'eux tourne l'anneau des formateurs. **Tous ou presque soutiennent que les « investisseurs »**, en promenant, rapides comme l'éclair, les milliards qu'ils possèdent ou empruntent, où ils veulent et quand ils le veulent, **contribuent** à la croissance, donc **au bien commun**. Sans le dire ou en le disant, ils adhèrent au « droit fondamental » inscrit dans le Traité constitutionnel européen de 2005, en vertu duquel toute restriction aux mouvements de capitaux entre les États membres et entre ceux-ci et les pays tiers est interdite.

Ce n'est pourtant pas faute de mises en garde percutantes sur les **conséquences désastreuses économiques et écologiques**, et donc **sociales** aussi, de cette liberté. Citons celle de P.Arthus et M.-C. Viard, parue peu après le referendum sur le TEC : - C'est au moment où le capitalisme n'a jamais été aussi prospère qu'il apparaît aussi le plus vulnérable (..) c'est un capitalisme sans projet, qui ne fait rien d'utile de ses milliards (..). Le piège à croissance faible tourne à plein régime (..) une partie de notre potentiel de croissance future est stérilisée." (« *Le capitalisme est en train de s'autodétruire* », *La Découverte*, 2005).

Que les acteurs de premier rang, vivant juchés sur 'leur' planète finance, s'opposent à tout ce qui pourrait entraver ou seulement brider leur liberté, il faut s'y attendre. Plus étonnante et préoccupante la facilité avec laquelle une vaste portion de l'opinion publique demeure à ce jour imprégnée sinon de fatalisme du moins de l'idée que la crise est surtout l'effet de 'dérapages' dans la sphère de la finance, d'"abus", d'une cupidité 'excessive' et des malversations de quelques uns qu'il convient d'attraper et de punir. En gros, **le système en place serait naturel** et même s'il n'est pas totalement sain, **il suffirait d'en jeter les fruits pourris** et d'en élaguer régulièrement les rameaux dégénérés. Quant au retour à 'autrefois' il est impossible vu la mondialisation (considérée comme un phénomène lui aussi tout naturel) et **il n'existe pas de solution alternative** sinon celle du 'tout Etat', du '*Gosplan*', du *goulag*, l'horreur quoi !

S'il en va ainsi de l'opinion majoritaire c'est que ces acteurs disposent d'une force de frappe inégalée grâce à une multitude de **relais** qui distillent à longueur d'année la doctrine des **idéologues** à leur service et préparent les esprits aux discours des 'importants' - ministre, commissaire européen, directeur de l'OMC ou, encore, président de la République - l'ami des riches et des yachts - chaque fois que l'un ou l'autre, au nom de la morale ou de l'union nationale glapit contre les patrons-voyous et leurs gains fabuleux. Alors même que « cette question [des parachutes dorés] ne constitue évidemment qu'une infime partie de la réponse à la crise », comme l'a si bien écrit un certain Gaëtan de Capèle (*Le Figaro*, 6.1.08) ... et que les millions ainsi récupérés n'iraient certainement pas dans la poche des salariés.

Dans la grande famille de nos idéologues, on trouve en bonne place ceux du **MEDEF** qui savent si bien allier l'utile à l'agréable, les affaires et la philosophie. Leur credo proclamé c'est le risque : - Le risque c'est tout à la fois une morale, une épistémologie, une idéologie, en fait une manière de définir la valeur des valeurs." (D. Kessler & F.Ewald - "Les noces du risque et de la politique", *Le Débat*, avril 2000). En écho à son adjoint, le Président du MEDEF à l'époque (baron à ses heures) classe la population en 'risquophiles' et 'risquophobes' (*Risque*, N° 43, septembre 2000). Les premiers adorent le dieu risque (et *in petto* le veau d'or qui va avec) : ils osent, innovent, entreprennent, lancent des 'instruments' financiers audacieux sans quoi l'économie réelle serait vouée, la malheureuse, à l'atonie, voire au déclin. En face, il y a ces minables - les 'risquophobes', sur qui la comtesse de Ségur déjà jetait l'opprobre dans d'inoubliables romans pour petites filles sages et riches : fainéants, buveurs, vagabonds et autres mendiants qu'en langue moderne on nomme chômeurs, allocataires, grévistes et salariés-qui-grogne. Bref, tous ceux qui s'accrochent - qui à ses allocations, qui à son emploi ou à ses acquis sociaux - comme la moule à son rocher.

Au MEDEF peut-être, dira-t-on, mais le gouvernement a mis le holà car il y a eu 'rupture' : c'est désormais la valeur travail qui prévaut, sinon chez les patrons du moins dans le cœur de nos gouvernants et au coeur de leurs réformes, depuis plus d'un an. Erreur. Le premier idéologue de la risquophilie, et grand assureur devant l'Eternel (il dirige la société de réassurance *Scor* depuis 2002) montre qu'il n'en est rien : **l'heure est à la désassurance sociale** : « Les annonces successives des différentes réformes par le gouvernement peuvent donner une impression de patchwork, tant elles paraissent variées, d'importance inégale et de portées diverses (..). A y regarder de plus près on constate qu'il y a une profonde unité à ce programme ambitieux. La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952 sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945 et **de défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance!** » (D.Kessler: "*Adieu 1945 : raccorder notre pays au monde!*" *Challenges*, 04.10.2007). Vive donc le risque ! Que le travail, comme la vie, la santé et l'amour, soit précaire lui aussi (*Laurence Parisot*). Mieux encore: vivement que le

salaires, ce vestige inepte, ringard, s'efface de plus en plus au profit (!) de la rémunération aléatoire *via* la participation aux bénéfices, la retraite par capitalisation et les stocks options 'pour tous'.

Sur l'anneau suivant on trouve une autre division de l'armée de défense des livres 'investisseurs' : le gros des employés et **experts de la finance** (et qui en vivent) de tous grades et niveaux, qui peuplent les banques, les agences de notation, les cabinets-conseils, toute agences ayant vocation de fluidifier et de faire fructifier le crédit. Par leurs rémunérations et leur style de vie ils font rêver ceux qu'ils côtoient et cela suffit : rompus aux mécanismes de la finance, férus de jargon bancaire, ils contribuent par là même à donner du marché et de l'argent (et du marché de l'argent) une image plaisante, familière, celle d'un phénomène *naturel*. Cette représentation, cette vision est à son tour obligamment et abondamment relayée tant par les magazines spécialisés que par le gros des journalistes de la presse écrite (gratuits compris) et de radio-télévision (publicité comprise).

Dans ce tableau, une place particulière doit être faite, me semble-t-il, aux **enseignants des grandes écoles**. Et notamment à ceux qui préparent les bataillons qui s'en iront jouer au casino dans les bureaux de verre de la *City*, de la *Défense*, de *Wall-street*, de Francfort, Tokyo ou Singapour - j'en oublie. Face à la crise financière, et en tant qu'intellectuels censés jeter un regard critique sur leur propre activité, sonnent-ils le tocsin ? Pas que l'on sache, dans l'hexagone en tous cas.(1) Ce serait plutôt l'inverse. A commencer par les responsables du fameux *master* 'Probabilité et finance' (Paris VI-Ecole polytechnique) et ce qu'ils disent des effets de cette crise sur leurs poulains. Certes, pour eux, le marché des produits dérivés de crédits « est au point mort ». Mais il revivra « car leur existence n'est pas absurde. C'est leur taille qui l'était devenue. » (..) Quant à « la titrisation [elle] devait sécuriser les banques de détail (..) ce n'était pas absurde mais à trop grande échelle on ne savait plus ce qu'on faisait. » (*F.El Karoui, Le Monde, 01.10.08*). Aussi bien, c'est avec sérénité que la directrice dudit *master* envisage l'avenir de ses étudiants en cette rentrée 2008 : "On poussera les gens peu motivés à se réorienter et on conseillera aux autres de faire des thèses. Ils seront sur le marché dans trois ans, quand l'activité aura redémarré." (*Ibid*). Dans trois ans tout ira bien : 'on' saura repérer quand la taille des risques pris devient 'absurde', 'on' verra si l'échelle devient 'trop grande' et 'on' agira en conséquence. Peur de se remettre en question? Conviction que, de toute façon, dans nos démocraties, le législateur a perdu la partie face au financier? Ne sont-ils pas bien placés, ces virtuoses du calcul probabiliste, pour savoir que " les financiers inventent de nouveaux produits essentiellement pour des risques que les règles en vigueur leur interdisent de prendre. Les régulateurs réagissent en changeant les règles et les financiers inventent de nouveaux produits, etc." (2). Enseignant, dans une grande école aussi (HEC) le professeur D.Thesmar déclare : - Il ne faut pas se faire d'illusion. Le capitalisme avance par crise, car une bonne partie de la croissance est spéculative. De nouveaux produits, comme les dérivés de crédit arrivent. Il faut de nouvelles règles (..) » (*Le Monde 11.10.2008*).

Petit réconfort, s'agissant de l'enseignement de l'économie, il semble que les profs de SES (sciences économiques et sociales) au lycée résistent mieux à l'idéologie néo-libérale dominante. C'est du moins ce qu'on peut déduire *a contrario* des critiques dont ils font l'objet depuis des années de la part du patronat qui voudrait qu'au lieu de développer une 'vision sombre' de la société, et 'déconnectée du réel', ils initient leurs élèves aux fondamentaux de la micro-économie (Dossier de presse sur la 'Commission de réflexion sur les programmes scolaires en économie').

On voudrait croire que **les 'sages'** en situation d'observer les flux financiers à l'échelle du monde ou à celle d'un vaste continent - **au FMI, à la Banque mondiale, à la BCE à la Fed...** - forts de leur vision d'en haut de l'économie-monde - se préoccupent de manière compétente et désintéressée des moyens propres à **prévenir** l'éclatement des crises et, partant, la formation même de celles-ci - qu'un de ces grands mufti nomme plaisamment 'turbulences'. Ce n'est en tous cas pas de ce mufti-là que nous viendra la recette. Dans sa dernière fatwa il déclare : - Nous avons beaucoup à apprendre de la crise actuelle comme des crises du passé (..). Mais il est inutile d'espérer pouvoir un jour anticiper les remèdes spécifiques aux crises à venir avec certitude. Il est donc important, voire essentiel, que les réformes et ajustements affectant la structure des marchés ne viennent pas entraver l'action des **garde-fous les plus fiables et efficaces** contre les défaillances économiques, à savoir **la flexibilité des marchés et la libre concurrence**.² (*A.Greenspan - 'Le temps des turbulences.' Paris Pluriel, post-face d'août 2008 - c'est moi qui souligne*).

Et côté supra-national ou multilatéral? Le **directeur du FMI** va-t-il poser la nécessité d'une rupture systémique avec le capitalisme financier ? Sûrement pas. Posera-t-il au moins celle d'un réajustement du rapport capital-travail, face à un déséquilibre non seulement inique mais grotesque au regard de l'objectif de croissance affiché ?

Lisons: « Cette crise est la crise de la réglementation et de son échec à éviter des prises de risque excessives par le système financier en particulier aux Etats-Unis. Pour éviter que cela ne se reproduise, le travail de refondation a commencé et les grands pays industriels ont formulé certaines propositions d'amélioration des règles prudentielles, de principes comptables et de pratiques de transparence. Au-delà, le rôle des agences de notation (..) devra aussi être repensé (..)» (Interview: 'Crise systémique, solution globale', *le Monde 24.09.08*).

Alors, espoir ? Bien tenu. Quelles sont ces 'propositions'? Sur quelles bases l'interviewé envisage-t-il cette 'refondation'? Comment met-il fin à la course-poursuite infinie entre régulateurs et financiers évoquée plus haut? Que veut dire ce futur - 'devra être' et en fonction de quels principes, et par qui ? Dominique Strauss-Kahn - puisque ces propos sont de lui - n'a-t-il rien à suggérer? Sur la fiscalité par exemple ? lui ex-ministre des Finances, consultant pour avocats d'affaires et auteur en son jeune temps d'une étude sur la répartition combien inégalitaire des patrimoines en France? N'a-t-il rien à tirer de son expérience de terrain à la tête d'une commune de la banlieue dite populaire ? Garde-t-il la primeur de ses propositions pour les seuls grands de ce monde, loin de toute discussion publique? Inquiétante, enfin, sa conclusion : « (..) dans la mondialisation, il est clair que tous ces efforts [de réglementation] n'auront sens que s'ils sont mis en œuvre par tous ».

En relisant cette petite phrase, un souvenir m'est revenu d'une conférence-débat organisée il y a quelques années déjà par *Attac*, en banlieue (Meudon) sur l'introduction de la **taxe Tobin**, au cours de laquelle un ancien ministre socialiste, aujourd'hui député européen avait expliqué benoîtement qu'il était lui-même tout acquis à cette taxe et que la quasi-totalité des pays membres de l'Union européenne [de l'époque] l'étaient aussi. Mais c'était impossible, hélas car un Etat s'y opposait. Lequel ? Le Luxembourg. **L'alibi était presque parfait.**

1 Pardon aux professeurs dont les ouvrages décrivent le capitalisme 'fou' pour notre ignorance de ce qu'ils livrent, peut-être, à leurs étudiants dans le secret des amphes.

2 Analyse par Ch.Chavagneux de l'ouvrage de Robert Boyer *et al.* - 'Les crises financières'- *Alternatives économiques*. janvier 2005, p.83; l'auteur notait que, 'étonnamment', aucune des pistes de régulation financière suggérées par les auteurs ne faisait référence aux paradis fiscaux .

La crise financière met à bas le masque du système le montrant tel qu'il est : au service d'une minorité de nantis (spéculateurs, politiques et grands patrons à leur solde) et incapable de générer durablement et sans nuisances de la richesse et du bonheur (osons le dire) équitablement partagé (en France comme à travers le monde).

Mais le pouvoir des nantis est immense. Preuve les milliards mis à leur disposition alors que l'on ne trouve pas d'argent pour le RSA ou pour éradiquer la faim dans le monde. Preuve aussi l'adhésion ou du moins le consentement des citoyens (ceux qui grignotent quelques miettes ou même les plus démunis que l'on séduit par la politique transformée en spectacle ou en flattant la peur de l'autre et le racisme).

Cependant la crise du système devient majeure : les milliards suffiront-ils à faire repartir la croissance ? la course à la croissance peut-elle se poursuivre dans un monde où les ressources sont limitées et deviennent rares alors que la population augmente et que les dégâts écologiques deviennent manifestes ?

On arrive sans doute à une étape où il faudra dépasser le capitalisme (et sans doute aussi le système démocratique tel qu'il est devenu aujourd'hui).

- Soit les élites en place trouvent les aménagements qui permettront la transition en imposant des contraintes fortes pour les plus défavorisés (précarisation, violence...)

- Soit les citoyens qui souffrent (ils seront de plus en plus nombreux et jeunes) et qui aujourd'hui ne trouvent pas de traduction politique à leur souffrance (même à ATTAC !) vont se révolter et imposer un nouveau rapport de force (peut-être des pays d'Amérique du sud sont-ils plus en avance que les pays européens ou les USA ?).

La difficulté n'est pas de démontrer les causes de la crise, ni même d'envisager des solutions à la crise, mais de **rallier la grande masse des citoyens** qui aujourd'hui rejettent la politique et de les rassembler sur des luttes claires : "exploités contre nantis". Comme en 1789 ou encore comme en 1945.

C'est difficile car le libéralisme et l'apologie de la consommation ont flatté l'individualisme, notamment dans les jeunes générations (chacun pour soi).

C'est possible car la paupérisation et la précarisation grandissant de plus en plus de citoyens peuvent être prêt à chercher de nouvelles solutions car ils n'auront plus grand chose à perdre.

Concurrence ??? pas aussi terrible qu'on nous le dit !! *Michel Fenayon*

L'abondance de produits dans les magasins pourrait nous faire croire que sur le « marché » règne une concurrence féroce entre les producteurs et entre les distributeurs

En fait il n'en est rien, et tous ceux qui ont travaillé dans le privé le savent bien : **le souci principal de toute entreprise privée est de se soustraire à la concurrence**. Pour cela il existe différentes méthodes légales ou illégales. En voici quelques unes :

Une première méthode légale, consiste à déposer des **brevets** et à les exploiter. Les libéraux vous expliqueront que c'est tout à fait normal, qu'il s'agit de protéger la « propriété intellectuelle », en fin de compte que c'est tout à fait « moral ». C'est au nom de cette prétendue « morale » que l'Afrique se meurt du sida. Drôle de « morale » dont la valeur suprême est la « propriété » !!!

Une autre méthode consiste à multiplier les variantes d'un même produit, pour **rendre** extrêmement complexes, voir **impossibles, les comparaisons** pour le consommateur, tant au sein d'une marque qu'entre les marques. Cette multiplication des références est à l'origine du sentiment de dégoût que certains d'entre nous éprouvent devant la débauche de produits dans les rayons des hypermarchés

Il est aussi parfaitement légal d'acheter ses concurrents. Acheter ses concurrents, pour être peu nombreux sur un marché à « se faire concurrence », est une condition pratiquement indispensable pour mettre en œuvre les méthodes illégales permettant de se soustraire à la concurrence. Ces méthodes illégales reposent toutes sur une **entente entre concurrents**. Il est toujours plus facile de s'entendre à quelques uns (2, 3 ou 4) qu'à 10 ou 20. En fait le nombre idéal est trois. Trois ça donne l'impression qu'il y a de la concurrence et à trois c'est facile de s'entendre...c'est le cas en France, entre autres, pour la téléphonie.

Les ententes entre concurrents peuvent être de différentes natures selon les marchés.

L'entente la plus connue est l'**entente sur les prix**. Le raisonnement est le suivant :

« il est ridicule de se faire concurrence sur les prix, ce qui rogne nos marges, nos résultats et les dividendes que nous pourrions verser à nos actionnaires et donc nos bonus de fin d'année. A l'arrivée nous sommes tous perdants. Il est préférable que nous nous entendions sur les prix. Faisons nous concurrence sur la publicité, sur les emballages des produits, etc.....mais pas sur les prix ».

Pour s'entendre les concurrents se rencontrent discrètement (dans des hôtels ou dans le cadre syndical professionnel) et mettent au point leur entente qu'ils s'engagent à respecter. On imagine facilement qu'il est d'autant plus facile d'arriver à un accord et de le faire respecter que l'on est peu nombreux.

Dans le cas d'un marché qui fonctionne par **appel d'offre**, les « réponses » aux « appels d'offre » sont organisées pour que chaque concurrent l'emporte à son tour.

Mais les ententes peuvent être plus sophistiquées. Par exemple les entreprises peuvent se mettre d'accord pour se répartir l'activité de recherche ou de développement ou de production. Les raisonnements sont les suivants :

- « *N'est-il pas ridicule que nous fassions des recherches sur la même maladie ? Ne vaut-il pas mieux que l'on se répartisse les recherches ; l'un sur la maladie M1, l'autre sur M2 et l'autre sur M3 ?* »

Ou encore :

- « *N'est-il pas ridicule que chacun de nous construise une usine pour fabriquer le même produit ? Nous risquons d'avoir des capacités industrielles trop importantes pour le marché.....ce qui va faire baisser les prix et ne sera bénéfique ni pour aucune de nos entreprises. Ne vaut-il pas mieux que l'on se répartisse les productions : moi le produit P1, toi le P2 et toi le P3 ? Chacun s'approvisionnera chez l'autre pour avoir la gamme complète de produits »*

Dire que la concurrence n'existe pas serait sans doute exagéré, mais elle est beaucoup moins exacerbée qu'on nous le dit. Les quelques procès pour entente qui font les titres des médias ne sont que l'écume des ententes. Ils n'existent que pour nous faire croire que l'Etat et la justice veille à ce que la concurrence soit « juste et non faussée ». Il faut absolument que nous y croyions pour que les dirigeants d'entreprises puissent continuer à justifier leurs « plans sociaux » et « licenciements collectifs » par « la concurrence extrêmement dure à laquelle nous sommes confrontés ».

Comment lutter sans déprimer ?

Yannis Youlountas.

Comment ne pas être déprimé ? Beaucoup de nos concitoyens agissent en recherchant le confort mental du camp des vainqueurs, parfois inconsciemment et souvent par anticipation... d'où l'influence des sondages. Marre d'être un « loser » ? Pariez sur le favori, votez gagnant, rejoignez la troupe des « winners » et savourez le plaisir d'un triomphe attendu. Le panurgisme est la meilleure attitude pour ne pas se poser de questions, donc pour ne pas être déprimé.

A l'inverse, **exercer sa conscience critique c'est prendre le risque de la déprime**. C'est faire face à l'angoisse d'avoir à être et à faire, ressentir le fardeau de la liberté et de la responsabilité, embrasser le monde avec les yeux ouverts. Choisir la lucidité, c'est accepter la souffrance qu'elle distille, notamment quand les actes marginaux peinent à aboutir. Essayer de comprendre, c'est risquer d'être incompris. Sortir du rang des consommateurs, c'est vivre sans perfusion matérielle et médiatique, sans pilule colorée contre la vie grise, sans béquille morale contre les états d'âme. Choisir la décroissance c'est traverser le doute et le malaise, mesurer la perplexité et l'hostilité, surmonter l'apparente impuissance et échafauder des alternatives parfois fragiles et branlantes. Il est par conséquent naturel d'être déprimé ça et là.

Comment Cassandra aurait-elle pu ne pas pleurer ?

La déprime est un symptôme. Faut-il se hâter de l'éradiquer au risque de mésestimer ses causes, comme on interrompt une fièvre au moyen d'un comprimé sans véritablement en comprendre ni en soigner le motif ? Quand elle survient la déprime a quelque chose à nous dire. Quelque chose à propos du monde et de nous même. Quelque chose qui vient du plus profond de notre jugement comme une source. Ne vaut-il pas mieux la remonter que la boucher ? Et, par la suite, peut-être l'optimiser comme avec une dynamo pour redoubler d'énergie ? La tristesse et le désespoir sont de puissantes sensations et les fruits de réflexions abyssales sur le sens de la vie. C'est pourquoi, elles peuvent être des étapes salutaires. Des étapes que notre système de pensée actuel diabolise et nous incite à éviter à tout prix et par tous les moyens. Des étapes qui sont des portes ouvertes sur une autre vision du monde et de nous-même. Parce que fondé sur la peur, notre système nous enseigne que ce sont là les bords du monde, qu'il n'y a rien au-delà, que toute déprime est mortifère, qu'elle n'a rien à dire et ne conduit nulle part ; qu'il nous faut privilégier « la conscience ensoleillée » moquée par Artaud ; qu'il ne faut pas nous « pencher » sur nos problèmes au risque de tomber de haut et, peut-être de nous révolter ; qu'il nous faut rester assis confortablement pendant que la Terre et les trois-quarts de l'humanité sont à genoux, dans le crépitement des rires et des applaudissements télévisés.

Au-delà de cette barrière de nuages pluvieux que découvre-t-on ? Que le vrai confort est inconfortable, que la paix est un combat, la vérité un débat, le droit une lutte et la joie de vivre un désespoir sublimé. Que tout n'est que paradoxe et que le doute est le précurseur de la pensée. Que **la résistance est d'autant plus généreuse qu'elle est motivée par la dignité plus que par l'espérance**, c'est à dire par un principe plus que par un pari. Quelles valeurs auraient nos actes s'ils n'étaient guidés que par le calcul de leurs chances de réussite et de leurs taux d'intérêts ? L'espérance n'est donc pas du tout une nécessité contrairement à la lucidité. En tant que voix muette du doute et de la désillusion que la raison peine à entendre, la déprime est donc non seulement utile mais aussi indispensable à l'épanouissement humain. La joie de vivre ne peut être un état stable et permanent sans sombrer dans la caricature d'un bonheur béat et autiste. N'y aurait-il pas dans la déprime une métaphore de la décroissance pour mieux rebondir et rechercher la vérité ?

Yannis Youlountas est philosophe et écrivain (site internet : www.youlountas.net). Il collabore notamment à la revue tarnaise Altermondialisme 81. Nous leur adressons un grand merci pour nous avoir autorisé à publier ce texte. Transmis par Bernard Blavette.

"Le climat otage de la finance ou comment le marché boursicote avec le droit de polluer"

par Aurélien Bernier

« J'ai lu avec beaucoup d'intérêt le livre d'Aurélien Bernier. Il est très bien fait, très pédagogique, très clair. Il permet de comprendre ce qu'est le "Protocole de Kyoto"....ça fait peur !! » *Michel Fenayon*

Pour la première fois dans son histoire, le système économique est confronté à une crise environnementale qui, par son ampleur, pourrait menacer sa survie. Le changement climatique, présent dans presque tous les médias, est maintenant à l'ordre du jour de la plupart des rencontres internationales, des Nations unies au G8 en passant par les sommets européens.

Mais l'alerte lancée par les scientifiques ne suffit pas à transformer les financiers en écologistes. Dès l'élaboration du Protocole de Kyoto en 1997, les réponses apportées par la communauté internationale se sont inscrites dans une logique néolibérale assumée, dans sa déclinaison la plus caricaturale : en organisant un **marché des « droits à polluer »**.

Ce livre montre comment la solution du marché s'est imposée sans aucun débat démocratique, dans l'ombre des négociations internationales. Il en décrit les conséquences, et notamment l'apparition d'un nouveau créneau spéculatif (celui des gaz à effet de serre) qui rappelle à la fois le fonctionnement des marchés financiers et le gonflement de la bulle « Internet » à la fin des années 1990. À ceci près qu'il pourrait cette fois s'imposer à tous les niveaux de la société. Aujourd'hui, le grand public ignore que les mesures qui concernent notamment l'industrie, et qui doivent être déterminantes dans la lutte contre le changement climatique donnent lieu à un détournement de leur objectif : les « droits à polluer » font l'objet d'une spéculation organisée, ils entrent dans la valorisation des sociétés... Une certaine éthique, que d'aucuns espéraient voir s'installer dans les entreprises, semble donc utopique, et la rupture avec le tout-capitalisme encore repoussée.

Aurélien Bernier décrit pour la première fois les coulisses d'un secteur émergent, pourtant promis à un avenir radieux, de ses mécanismes jusqu'aux krachs certains : spéculatif et écologique.

Comment venir à bout de la financiarisation totale ?

Avec un peu de courage politique, des choix radicalement différents auraient pu être faits, qui passent nécessairement par la refonte complète des règles du commerce international. Il n'est pas encore trop tard : ils doivent maintenant devenir une revendication prioritaire des citoyens.

(Note de présentation de l'ouvrage, diffusée sur *attac local*)

Membre d'Attac France jusqu'en 2007, président de l'association Inf'OGM, secrétaire national du Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP), Aurélien Bernier est chargé de mission dans l'environnement. Il a travaillé pendant dix ans pour l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).

Plus de renseignements à l'adresse suivante : http://abernier.vefblog.net/8.html#Le_climat_otage_de_la_finance Date de Parution : 20/08/2008 Collection : Essais Prix public TTC : 12,00 € Code ISBN / EAN : 9782755500578 / hachette : 4934071 Format (125 x 192) Nombre de pages : 200

Agenda

- 6 novembre**, « **La finance contre-productive** », **Conférence-débat**, avec **Jacques Cossart**, Membre du Conseil Scientifique d'Attac à 20 H30, à la maison des associations, 105, avenue Aristide Briand, à **Montrouge**
- 21 novembre** « **La finance** », réunion publique à **Asnières** (Centre adm et social, 16, Place de l'Hôtel de Ville) avec **Dominique Plihon**
- 4 décembre** réunion publique avec **Gérard Filoche**, sur un thème (à préciser) d'actualité sociale, à **Montrouge** (même lieu).

Consultez le site Internet d'Attac 92 : www.local.attac.org/attac92

Jean-Louis Montel, webmestre du site Attac 92

web.attac92@attac.org

Organisation d'ATTAC 92

Siège social: 6, rue Ledru-Rollin 92150 Suresnes. attac92@attac.org

Site internet: <http://www.local.attac.org/attac92>

Président d'ATTAC 92 : Michel Fenayon

Secrétaire Général : Bernard Blavette.

Trésorier : Hubert Guérinet.

Jean-Paul Allétru Correspondant Electronique Local (CEL) jean-paul.alletru@wanadoo.fr

Bulletin d'adhésion 2008

NOM (en capitales) :PRENOM : Homme / Femme (rayer la mention inutile)

Date de naissance :Profession :

Adresse :Code postal :Ville :Pays : Téléphone fixe :

..... Mobile :

Adresse électronique (pour recevoir les informations d'Attac) :

J'adhère à l'association Attac et verse pour l'année civile 2008 la somme (comportant l'abonnement de 10 € à Lignes d'Attac) de : cochez le montant choisi, en fonction de votre tranche de revenu mensuel (si vous ne souhaitez pas recevoir Ligne d'ATTAC, précisez le et retirez 10 €) :

tranches de revenu mensuel	de 0 à 450 € : 12 €	de 450 à 900 € : 20 €	de 900 à 200 € : 34 €	de 1 200 à 1 600 € : 45 €
	de 1 600 à 2 300 € : 60 €		de 2 300 à 3 000 € : 70 €	de 3 000 à 4 000 € : 100 €
	au-delà de 4 000 € : 130 €			

Il m'est possible d'apporter un soutien complémentaire à l'association. je procède à un apport supplémentaire de

J'effectue le règlement (rayer la mention inutile) : par chèque bancaire ou postal

par carte bancaire n° :

3 derniers chiffres : date d'expiration :

signature :

A adresser par courrier à ATTAC, Service adhésions, 60732 Sainte Geneviève cedex - France

Les informations recueillies sont nécessaires à votre adhésion. Elles font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées au secrétariat de l'association. En application de l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au siège d'Attac France.

Nous ne pouvons cependant pas vous garantir que toutes informations vous concernant ne figureront pas dans le fichier que des poètes infiltrés au sein du Ministère de l'Intérieur ont baptisé du doux nom d'EDVIGE.

Angle d'attac 6, rue Ledru-Rollin – 92150 Suresnes

Responsable de la publication : Michel Fenayon (mfenayon@wanadoo.fr)

N° 25- Octobre 2008

6